

de petite bourgeoisie (artisans, paysans, boutiquiers, etc.). Par ailleurs, il n'existait pas de parti ouvrier ; la classe ouvrière n'avait ni préparation ni long entraînement et dans sa masse elle n'avait même pas une idée très claire de ses tâches et des moyens de les réaliser. Il n'y avait ni sérieuse organisation politique du prolétariat, ni syndicats et associations coopératives de masse...

Mas ce qui manqua surtout à la Commune, c'est le temps, la possibilité de s'orienter et d'aborder la réalisation de son programme. Elle n'avait pas encore eu le temps de se mettre à l'œuvre que le gouvernement de Versailles, soutenu par toute la bourgeoisie, attaquait Paris. La Commune dut, avant tout, songer à se défendre. Et jusqu'à la fin, entre le 21 et le 28 mai, elle n'eut pas le temps de penser sérieusement à autre chose.

Au demeurant, malgré des conditions aussi défavorables, malgré la brièveté de son existence, la Commune réussit à prendre quelques mesures qui caractérisent suffisamment son véritable sens et ses buts. La Commune remplaça l'armée permanente, instrument aveugle des classes dominantes, par l'armement général du peuple ; elle proclama la séparation de l'Eglise et de l'Etat, supprima le budget des Cultes (c'est-à-dire l'entretien des curés par l'Etat), donna à l'instruction publique un caractère tout à fait laïque et par là même porta un coup sérieux aux gendarmes en soutane. Dans le domaine purement social elle n'eut pas le temps de faire beaucoup de choses, mais le peu qu'elle fit montre avec suffisamment de clarté son caractère de gouvernement ouvrier, populaire : le travail de nuit dans les boulangeries fut interdit ; le système des amendes, ce vol légalisé des ouvriers, fut aboli ; enfin, la Commune rendit le fameux décret en vertu duquel toutes les fabriques, usines et ateliers abandonnés ou immobilisés par leurs propriétaires étaient remis aux associations ouvrières afin de reprendre la production. Et comme pour souligner son caractère de gouvernement authentiquement démocratique et prolétarien, la Commune décida que le traitement de tous les fonctionnaires de l'administration et du gouvernement ne devait pas dépasser le salaire normal d'un ouvrier et en aucun cas s'élever au-dessus de 6 000 francs par an (moins de 200 roubles par mois).

Toutes ces mesures montraient assez clairement que la Commune s'avérait un danger mortel pour le vieux monde fondé sur l'asservissement et l'exploitation. Aussi la société bourgeoise ne put-elle dormir tranquillement tant que le drapeau rouge du prolétariat flotta sur l'Hôtel de Ville de Paris. Et lorsque, enfin, les forces gouvernementales organisées réussirent à l'emporter sur les forces mal organisées de la révolution, les généraux bonapartistes, battus par les Allemands et courageux contre leurs compatriotes vaincus, ces Rennenkampf et Meller-Zakomelski français, firent un carnage comme jamais Paris n'en avait vu. Près de 30 000 Parisiens furent massacrés par la soldatesque déchaînée, près de 45 000 furent arrêtés dont beaucoup devaient être exécutés par la suite ; des milliers furent envoyés au bagne ou déportés. Au total, Paris perdit environ 100 000 de ses fils et parmi eux les meilleurs ouvriers de toutes les professions.

La bourgeoisie était contente. « Maintenant, c'en est fait du

socialisme, et pour longtemps ! », disait son chef, le nabot sanguinaire Thiers, après le bain de sang qu'avec ses généraux il venait d'offrir au prolétariat parisien. Mais ces corbeaux bourgeois croassaient à tort. Quelque six ans après l'écrasement de la Commune, alors que nombre de ses combattants languissaient encore au bagne ou en exil, le mouvement ouvrier renaissait déjà en France. La nouvelle génération socialiste, enrichie par l'expérience de ses aînés et nullement découragée par leur défaite, s'empara du drapeau tombé des mains des combattants de la Commune et le porta en avant avec assurance et intrépidité aux cris de « Vive la révolution sociale ! Vive la Commune ! » Et quelques années plus tard, le nouveau parti ouvrier et l'agitation qu'il avait déclenchée dans le pays, obligeaient les classes dominantes à remettre en liberté les communards restés aux mains du gouvernement.

Le souvenir des combattants de la Commune n'est pas seulement vénéré par les ouvriers français, il l'est par le prolétariat du monde entier. Car la Commune lutta non point pour quelque objectif local ou étroitement national, mais pour l'affranchissement de toute l'humanité laborieuse, de tous les humiliés, de tous les offensés. Combattante d'avant-garde de la révolution sociale, la Commune s'acquît des sympathies partout où le prolétariat souffre et lutte. Le tableau de sa vie et de sa mort, l'image du gouvernement ouvrier qui prit et garda pendant plus de deux mois la capitale du monde, le spectacle de la lutte héroïque du prolétariat et de ses souffrances après la défaite — tout cela a remonté le moral de millions d'ouvriers, fait renaître ses espoirs et gagné leur sympathie au socialisme. Le grondement des canons de Paris a tiré de leur profond sommeil les couches les plus arriérées du prolétariat et donné partout une impulsion nouvelle à la propagande révolutionnaire socialiste. C'est pourquoi l'œuvre de la Commune n'est pas morte ; elle vit jusqu'à présent en chacun de nous.

La cause de la Commune est celle de la révolution sociale, celle de l'émancipation politique et économique totale des travailleurs, celle du prolétariat de l'univers. Et en ce sens elle est immortelle.

V. I. LÉNINE.

« Rabotchaïa Gazéta » [la Gazette ouvrière] n° 45, 15 (28) avril 1911

Traduit d'après les Œuvres de V. Lénine, t. 17, pp. 111-115 (éd. russe)